

PAR COURRIEL

Québec, le 13 février 2025

Monsieur,

Nous donnons suite à votre demande d'accès, reçue le 13 janvier 2025, afin d'obtenir le ou les documents suivants :

« Votre plus récent rapport annuel mentionne l'existence d'un parc de 7 736 immeubles offrant 74 353 logements à loyer modique.

Je vous demande ainsi de bien vouloir me transmettre par courriel le nombre de ces logements à loyer modique qui sont vacants en date d'aujourd'hui.

Je vous demande aussi de me transmettre les motifs pour lesquels ces logements à loyer modique sont vacants en pleine crise du logement, en pleine crise de l'itinérance.

Enfin, je vous demande de me transmettre tout document énonçant les moyens qui sont ou seront pris pour remédier à la situation de vacances de ces logements à loyer modique »

Après analyse, nous accédons à votre demande. Vous trouverez les renseignements demandés ci-après.

Au 31 décembre 2023, nous avons répertorié 4 045 logements à loyer modique qui étaient vacants.

... 2

Plusieurs raisons peuvent expliquer que des logements soient vacants, principalement parce que :

- ils nécessitent des travaux de remise en état mineurs (ex. : peinture) à la suite du départ du locataire précédent;
- ils nécessitent des investissements importants pour des travaux de rénovation majeurs, notamment à la suite d'un sinistre;
- il n'y a pas de requérant sur la liste d'attente pour le type de logements vacants (plus commun dans les régions éloignées).

En ce qui concerne les moyens pris pour remédier à la situation, les principaux sont :

- l'investissement de sommes importantes dans les travaux de rénovation du parc de HLM en priorisant les demandes de projets de rénovations pour tous les logements vacants;
- l'assouplissement des règles d'admissibilité en HLM relatives au revenu maximum admissible lorsqu'il n'y a pas de requérant sur la liste d'attente pour le type de logement qui est vacant.

Conformément à l'article 51 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1), nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Responsable de l'accès aux documents et de
la protection des renseignements personnels,

(Original signé)

FADI GERMANI

N/Réf. : 2024-2025-77

RLRQ, chapitre A-2.1

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

51. Lorsque la demande est écrite, le responsable rend sa décision par écrit et en transmet copie au requérant et, le cas échéant, au tiers qui a présenté des observations conformément à l'article 49.

La décision doit être accompagnée du texte de la disposition sur laquelle le refus s'appuie, le cas échéant, et d'un avis les informant du recours en révision prévu par la section III du chapitre IV et indiquant notamment le délai pendant lequel il peut être exercé.

1982, c. 30, a. 51; 2006, c. 22, a. 28.

Avis de recours

À la suite d'une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Révision par la Commission d'accès à l'information

a) Pouvoir :

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante:

Québec	525, boul. René-Levesque Est Bureau 2.36 Québec (Québec) G1R 5S9	Tél. : 418 528-7741 Numéro sans frais 1 888 -528-7741	Télec. : 418 529-3102
Montréal	500, boul. René Lévesque Ouest Bureau 18.200 Montréal (Québec) H2Z 1W7	Tél. : 514 873-4196 Numéro sans frais 1 888 -528-7741	Télec. : 514 844-6170

b) Motifs :

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais :

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).